

**Note d'information sur le champ d'application de la TVA sur les participations des
agglomérations membres**

Le SYMEVAD rappelle que les contributions obligatoires de ses membres sont assujetties à la TVA sur le fondement d'une disposition fiscale prévue dans la doctrine administrative publiée dans le BOI TVA-CHAMP-10-20-10-30. Cette taxation permet ainsi au SYMEVAD de bénéficier d'une déduction intégrale de la TVA grevant ses dépenses d'exploitation. Ainsi, les contributions des membres sont calculées sur la base des coûts H.T. du SYMEVAD puisque ce dernier récupère intégralement la TVA qui lui est facturée par ses fournisseurs et prestataires alors que cette même contribution est soumise au taux réduit de TVA.

Sur l'année 2025, le SYMEVAD continuera donc d'appliquer cette doctrine administrative qui est opposable à l'administration fiscale en vertu des dispositions de l'article L. 80 A du livre des procédures fiscales. Les titres correspondant à ces contributions émis par le SYMEVAD à ses membres feront donc apparaître de la TVA au taux en vigueur.

Cependant, le SYMEVAD prend en compte la position exprimée par l'administration fiscale à l'occasion du contrôle fiscal d'un de ses membres qui aurait déduit à tort de la TVA facturée au titre de ses contributions ; ce dernier ayant fait prévaloir la détaxation de ces mêmes contributions à la TVA sur la base des dispositions de droit commun prévues à l'article 256 et suivant du Code Général des Impôts.

Dans ce contexte, il est prévu que le SYMEVAD, agissant en tant que redevable légal de cette taxe, saisisse directement l'administration fiscale afin d'étudier la possibilité d'appliquer les dispositions légales de droit commun au lieu et place de la doctrine administrative précitée.

Le SYMEVAD attire néanmoins l'attention de ses membres sur le point suivant : ce changement dans les modalités de facturation de la TVA ne pourra se faire que s'il a un impact favorable sur le poids des contributions des membres puisque la détaxation des contributions s'accompagnera d'un surcoût fiscal lié à la limitation corrélative des droits à déduction du SYMEVAD.

Il est donc rappelé aux membres du SYMEVAD que la remise en cause éventuelle de la TVA facturée sur le passé au titre des contributions des membres devra nécessairement intégrer le surcoût fiscal qu'il induit au titre de cette même période. Ce dernier sera répercuté aux membres dans le cadre d'une contribution exceptionnelle visant à compenser ces surcoûts sur les gains de la TVA générés par l'action fiscale du SYMEVAD.

Enfin, dans l'hypothèse où les démarches fiscales engagées par le SYMEVAD aboutissent favorablement, il est prévu de :

- Restituer ou d'émettre un avoir aux membres à raison du gain net généré par l'action fiscale ; ce qui impliquera d'intégrer les surcoûts fiscaux et autres dépenses engagées au titre de cette action fiscale au prorata du poids de chaque membre ;
- De déterminer les contributions futures des membres du SYMEVAD en incluant la TVA non déductible ou à reverser à l'administration fiscale sur les dépenses du fait de la non-taxation des contributions à la TVA ;
- De cesser de soumettre les contributions à la TVA dans un cadre parfaitement sécurisé pour le SYMEVAD et pour ses membres.